

Approche cartographique de l'intégration d'un territoire amazonien : la région Barreira Branca (Tocantins)

Martine Droulers et François-Michel Le Tourneau (CNRS/CREDAL)

L'expansion de la frontière en Amazonie est un processus dynamique qui voit se succéder plusieurs phases d'occupation sur un même espace. Celles qui concernent l'implantation du front pionnier et sa consolidation sont les mieux connues, alors que les phases d'après-front, qui commencent à se généraliser en arrière de "l'arc de la déforestation"¹, sont moins étudiées. Or celles-ci présentent un grand intérêt du fait de l'existence en leur sein de nombreux mouvements contradictoires qui agissent à des échelles plus petites que celles du premier front.

L'étude de l'occupation du lieu dit Barreira Branca (environ 75 000 hectares), en rive droite du fleuve Araguaia et à une centaine de kilomètres à l'ouest de la ville d'Araguaina, nous permet justement non seulement de révéler les stratégies d'occupation pionnière de la pré-Amazonie brésilienne, mais aussi de nous intéresser aux mouvements - y compris ce que nous pourrions appeler un micro-front pionnier - plus récents liés aux hésitations entre la protection de l'environnement et les impératifs de la réforme agraire. Loti dès les années 1950, dans le cadre de la politique d'intégration de l'Amazonie, ce lieu a longtemps échappé à la déforestation généralisée qui touche le reste du nord-Tocantins, tout en présentant plusieurs phases de concentration foncière. Cette course à la terre a finalement provoqué une divergence entre l'Etat du Tocantins, qui espérait y instituer une réserve naturelle de Barreira Branca, et l'Etat fédéral, qui l'a finalement totalement restructuré dans le cadre de la réforme agraire.

Ce travail explicite les éléments historiques de l'occupation, le plus souvent par l'approche cartographique, révélant ainsi les mécanismes de l'intégration des régions amazoniennes, ainsi que leurs acteurs. Nous utilisons notamment le suivi de la déforestation à partir de données de télédétection à plusieurs dates, mais également des documents fonciers, plus rarement exploités dans les études régionales amazoniennes car longtemps tenus secrets. En traçant en parallèle une histoire du paysage et une histoire foncière, la corrélation entre appropriation et déboisement apparaîtra dans toute sa complexité.

A partir de ces documents, deux périodes apparaissent, qui tranchent fortement. Dans un premier temps, la région d'étude est au centre d'un mouvement de concentration capitaliste des terres. Dans un second temps, sa couverture forestière préservée devient un enjeu entre diverses administrations publiques, alors que la situation sur le terrain se complique du fait de l'invasion de plusieurs propriétés par des paysans sans terre. Ces arrivées et la série massive d'expropriations réalisée l'INCRA² depuis cinq ans permet de penser que nous assisterons bientôt à une troisième période d'organisation territoriale caractérisé par la petite agriculture familiale.

¹ Large bande située au sud de l'Amazonie brésilienne, recoupant les Etats du Rondônia, Mato Grosso, Tocantins, Maranhão et le sud-est de l'Etat du Pará, dans laquelle se concentre l'essentiel de la déforestation depuis une vingtaine d'années (cf rapport PRODES de l'Institut brésilien d'études spatiales sur la déforestation, <http://www.inpe.br>).

² L'INCRA (Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire) est un organisme créé par le pouvoir militaire en 1970 pour organiser la colonisation agricole en Amazonie. Il a été particulièrement réactivé à partir de 1996 lors de la création du Ministère Extraordinaire de la Politique foncière et est aujourd'hui l'acteur principal de la réforme agraire.

I Un massif forestier en arrière du premier front pionnier

La zone d'étude fait partie de l'ensemble du nord-Tocantins (Figure 1). Celui-ci, avant l'onde de défrichement de la seconde moitié du XXe siècle, constituait la bordure sud-est du massif forestier amazonien qui s'efface peu à peu vers le sud pour laisser la place aux formations de *cerrado*. Comme le montre les document 2 et 3, la région de Barreira Branca présente en 1999 encore un profil encore fortement marqué par la présence des forêts, ce qui la singularise par rapport aux autres régions du Tocantins. Pour autant, on y identifie également de grands défrichements géométriques (document 3), typiques de la conquête de l'Amazonie par les grands éleveurs, qui montrent que la poussée pionnière a bien déferlé sur l'ensemble de la région. Le fait d'avoir été au centre d'un mouvement pionnier, tout en demeurant une région boisée fait donc l'originalité de Barreira Branca.

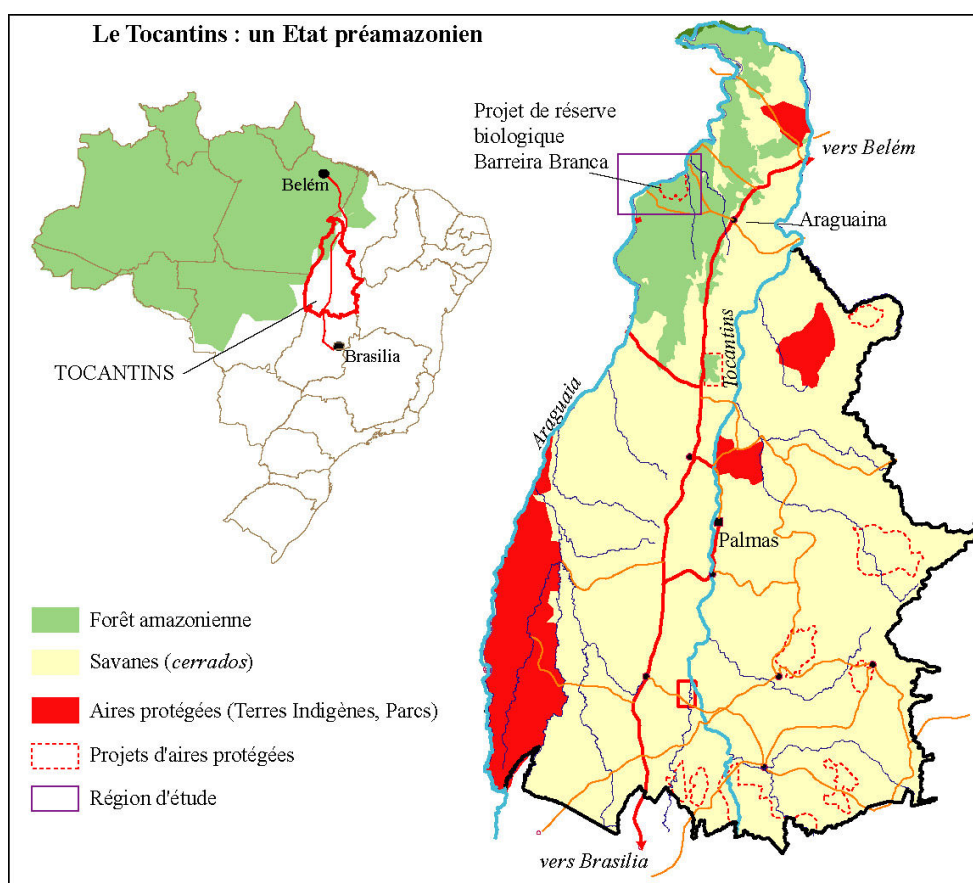
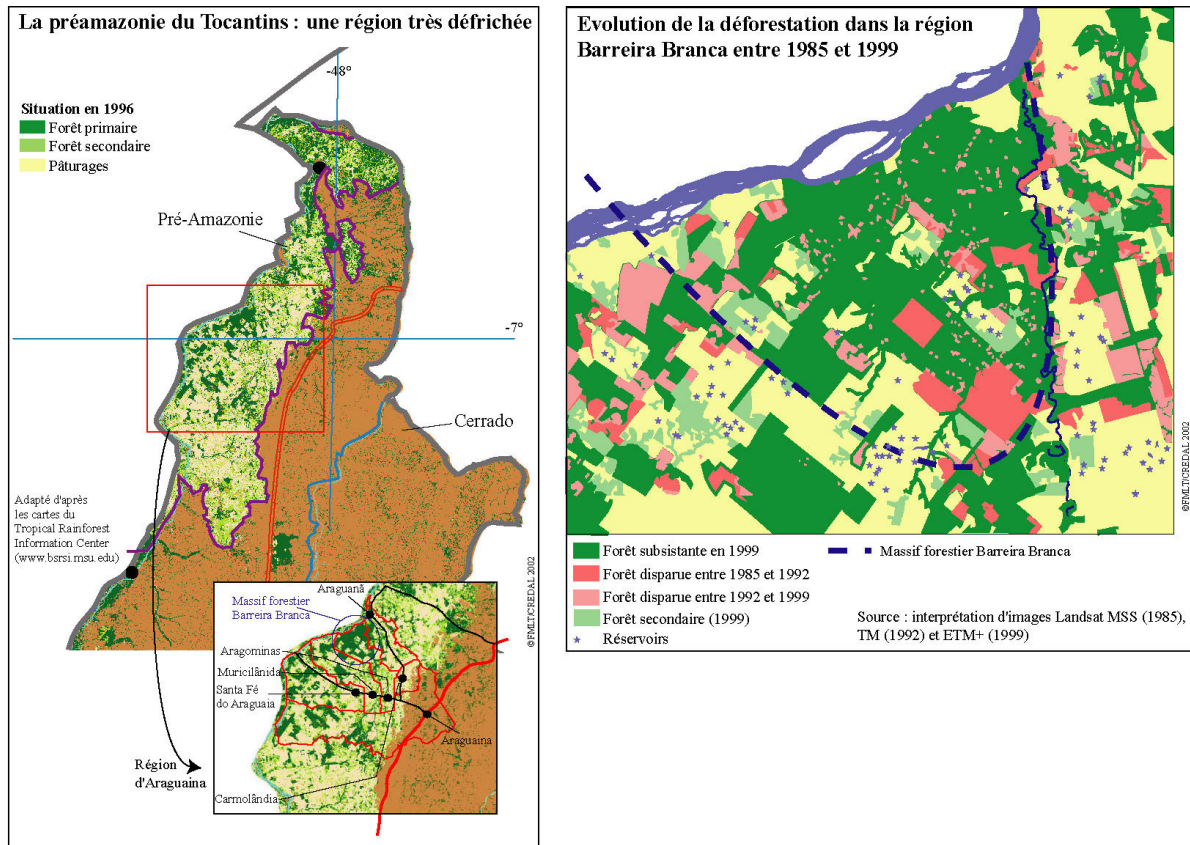


Figure 1 : localisation de la zone d'étude

1. Un "après-front"

L'occupation de la région Araguaia-Tocantins, jusque là peu attractive et abritant de faibles effectifs de population traditionnelle, est bouleversée dans les années 1950 avec l'apparition du front pionnier amazonien après la construction de la route Belém-Brasília, réalisée sous la présidence Kubitschek (1956-1960) dans le cadre d'un vaste programme fédéral dit de « marche vers l'Ouest ». Des terres sans valeur, car inaccessibles, se trouvent alors mieux reliées aux centres les plus développés du pays, lequel connaît par ailleurs une forte croissance économique et démographique qui dynamise le marché des produits agricoles, renforce la demande de terre et initie la spéculation foncière. De vastes espaces sont lotis et vendus pour constituer des grands domaines, aux contours mal définis sur le terrain,

dont certains sont mis en exploitation - voués à l'élevage bovin - entraînant la suppression de la couverture forestière et son remplacement par des pâturages. Comme le montre la figure 2, en 1996 la plus grande partie de la couverture forestière de la pré-Amazonie du Tocantins (à l'exception de la région dite du "bec de perroquet" remarquable tant par la densité des populations traditionnelles que par son milieu naturel, beaucoup plus franchement amazonien) se trouve convertie en région d'élevage extensif.



Figures 2 et 3 : déforestation et avancée de l'agriculture dans la région étudiée

On observe sur le même document que la région Barreira Branca présente encore dans les années 90 une physionomie forestière, ce qui la rend originale dans ce contexte régional d'"après-front". Car même si l'on sait que le front pionnier avance en tache d'huile, c'est à dire en laissant toujours au sein des régions conquises de vastes espaces vierges, il a tendance à éliminer ces derniers lors de sa consolidation. Dans le cas du nord-Tocantins, la plus grande fragilité des forêts de transition et l'ancienneté du front pionnier ont presque partout fait disparaître tout véritable massif de forêt primaire à l'exception de celui de notre zone d'étude, qui représente environ 40 000 ha. Sa préservation montre qu'il existe une décorrélation entre l'appropriation des terres et leur déboisement. Pour la comprendre, il est nécessaire d'établir l'histoire foncière et d'analyser les stratégies des propriétaires.

2. La première étape du processus d'appropriation

Dans la région Barreira Branca, les premiers titres de propriété ont été émis dans les années 1950, à la suite d'une série d'opérations immobilières réalisées par le gouvernement du Goiás sur les terres publiques qui lui ont été cédées par le gouvernement fédéral (100 kilomètres de chaque côté de la route Belém-Brasília). La région incluse aujourd'hui dans la commune d'Aragominas a ainsi été lotie en plusieurs étapes, les plus proches du fleuve (et donc les plus éloignés de la route), constituant pour une part la sixième étape de l'opération

dénommée « Rio Lontra et Andorinha », du nom des rivières qui drainent la région et pour une autre part une opération supplémentaire dénommée "Barra do Ribeirão Muricizal" (25 000 hectares) sur laquelle nous avons recueilli quantité de détails. Au total dans la région, ce ne sont pas moins de 300 000 hectares qui ont été mis en vente « à la planchette », c'est-à-dire sous forme de lots définis sur un plan grossier de la zone, avec le minimum de matérialisation des propriétés sur le terrain. Les plans des années 1950, dont nous avons obtenu une copie grâce à l'INCRA, sont plutôt inexacts et il est impossible de les géoréférencer correctement du fait des erreurs dans le levé des cours d'eau, seuls repères topographiques indiqués³.

L'achat de telles parcelles, qu'aucune route ne permet d'atteindre, constitue plus un placement foncier ou une tentative de spéculation, classique dans cette période d'ouverture de l'Amazonie brésilienne, qu'un investissement productif. Les acheteurs/spéculateurs proviennent en général de toutes les régions du Brésil, mais dans ce cas précis, ce sont plutôt des familles de notables de la région qui, dans un premier temps, ont acquis les lots. On retrouve ainsi dans les noms de propriétaires la famille S.C. (en rose sur la figure 4), qui possède depuis sa création l'office notarial (*cartorio*) d'Araguaina. En principe chaque propriétaire n'a droit qu'à un seul lot, mais un simple aperçu de la liste des bénéficiaires permet de voir que la règle a été totalement contournée, ceux qui souhaitaient obtenir plusieurs lots les ayant simplement enregistrés au nom de chaque membre de la famille. On note ainsi jusqu'à 9 ou 10 lots dont les propriétaires ont le même nom de famille, mais des prénoms différents, certains étant en plus désignés comme "*junior*" ou "*sobrinho*" (neveu). Ainsi, comme le montre la figure 4, dès 1956 les terres de la région Barreira Branca sont devenues des propriétés privées, avec déjà une tendance à la concentration foncière du fait des stratégies familiales. On peut noter que les limites des différents lots, indiquées sur les plans mais qui pour la plupart n'ont jamais été concrètement marquées, sont déjà obsolètes par rapport aux propriétés qui se constituent.

3. Un processus de concentration foncière évident dans une région vide

L'étude des documents fonciers⁴ permet de voir que, selon un phénomène qui se répète dans toutes les zones de frontière, le processus de concentration s'accroît par la suite, quelques propriétaires acquérant au fur et à mesure tous les lots. La plupart des premiers acquéreurs disparaît rapidement au profit de nouveaux arrivants. Seule la famille S.C., conserve encore deux lots en 1970, qu'elle revendra peu après. Comme le montre le schéma « 1970 » de la figure 4, dès les années 1970, soit moins de quinze ans après la première vente, deux propriétaires ont déjà accaparé la majorité des parcelles (9 parcelles pour M.J. et 22 pour G.V.F., soient 31 parcelles sur 55, sans compter les 6 parcelles au nom de la société Vitoria Regia Pecuária, sans doute propriété, elle aussi de G.V.F.). On assiste par la suite à un renforcement de la concentration au profit de M.J., un médecin de Brasília, qui met en œuvre une stratégie d'achat qui lui permet de posséder 29 lots sur les 55 dont nous avons l'histoire en 1990. De nouveaux *latifundios* semblent donc se constituer cycliquement, y compris dans les périodes récentes.

³ Le plan des parcelles présenté ci-après a été réalisé à partir de divers plans de l'époque, incompatibles avec les données satellitales, sauf pour ce qui est du contour grossier des lotissements. De fait, bon nombre de parcelles devaient être beaucoup plus petites sur le terrain que ne l'indiquent les documents de vente. Cela dit, ces limites délimitées à la planchette sont restées virtuelles pour la plupart, les parcelles n'étant que très peu souvent délimitées sur le terrain.

⁴ Grâce aux « chaînes foncières » reconstituées par l'INCRA dans le cadre des processus d'expropriation et aux archives des plans des lotissements à l'échelle du 1 :50 000 des années 1950, nous avons pu établir à la figure 4 un croquis représentant l'évolution du lotissement *Barra do Ribeirão Muricizal* et d'une partie du lotissement *Rio Lontra e Andorinha 6ta etapa* (mais avec bien moins de précision). Dans la même figure, une projection sur l'image satellite de 1999 permet de situer les lotissements dans la région Barreira Branca.

La chaîne foncière de la région Barreira Branca

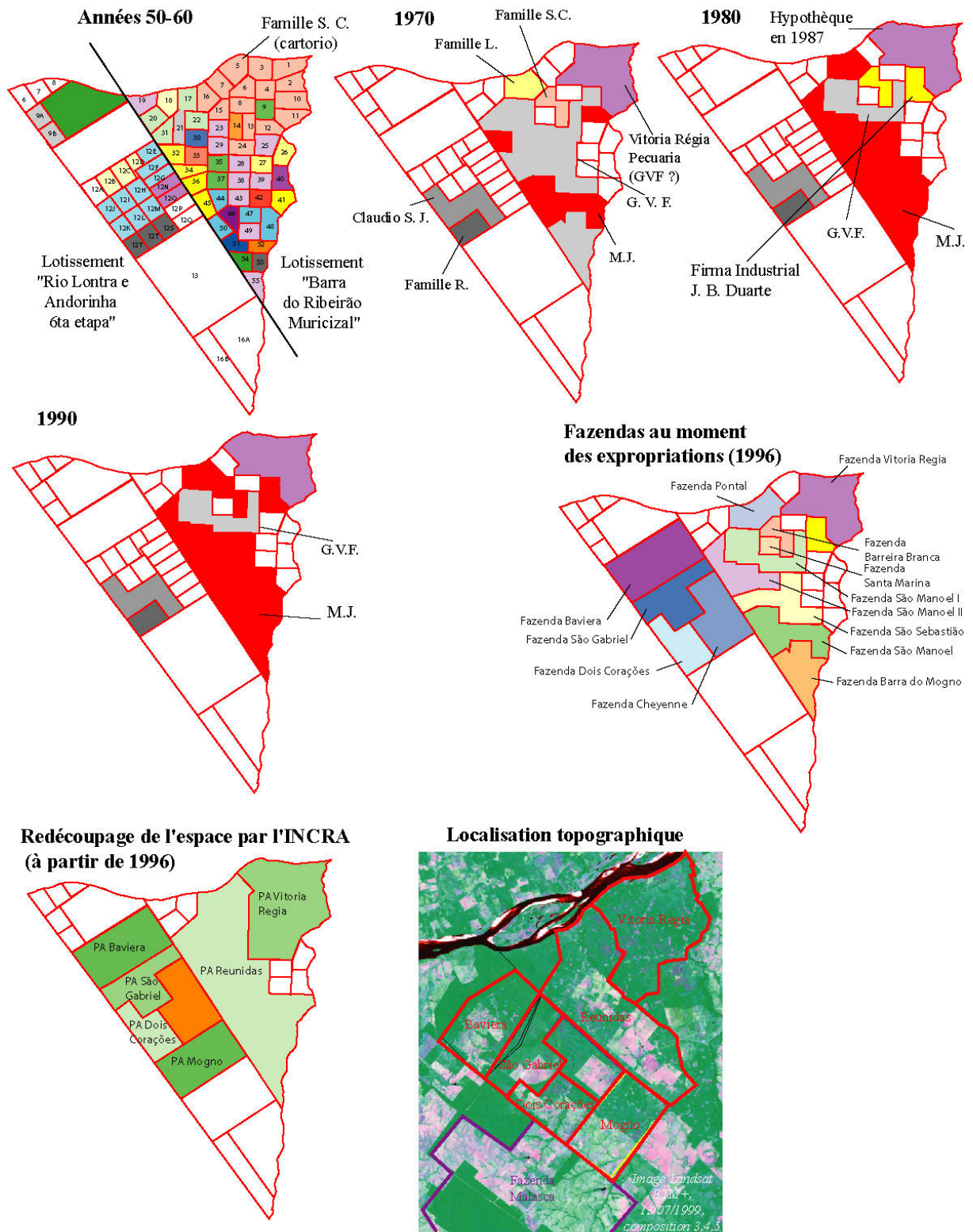


Figure 4 : reconstitution de l'itinéraire foncier sur la région de Barreira Branca

L'étude précise de cette concentration est délicate, du fait des stratégies déployées par les grands propriétaires, entre autres pour des raisons fiscales. On les voit ainsi réaliser de très nombreuses écritures de vente et d'achat sur les mêmes parcelles. Typiquement, celles-ci sont achetées en association avec un partenaire qui revend peu de temps après (parfois à la même

date !) sa moitié des acquisitions. Parfois les terres sont rachetées par des entreprises (dont nous savons, au moins pour une partie d'entre elles, qu'elles appartiennent au même propriétaire) puis réenregistrées au nom du particulier quelques temps plus tard. Toujours pour des raisons fiscales, les lots ainsi regroupés ne sont pas unifiés en une seule propriété, mais assemblés sous la forme de plusieurs exploitations comme le montre bien le schéma dénommé « Fazendas au moment des expropriations » de la figure 4. On y constate que M.J. avait démembré les lots lui appartenant en propre en quatre fazendas (São Manoel II, São Sebastião, São Manoel, Barra do Mogno). En effet, la plupart des recensements effectués par les administrations ne prennent pas en compte les propriétés, mais les établissements agricoles. Un même propriétaire peut donc dissimuler un *latifundio* en le fractionnant en plusieurs *fazendas*, chacune occupée par un gérant.

Malgré ces dissimulations, il est clair que l'on assiste bien à un processus classique de concentration foncière, comme en témoignent également le fait que les lots du lotissement *Rio Lontra et Andorrinha 6ta etapa* se trouvent regroupés en seulement quatre exploitations au moment des expropriations, au demeurant peu surprenant dans une région caractérisée par la grande propriété. Le processus démontré ici dans lequel les lots de taille moyenne (environ 500 hectares) des années 1950 ont servi à la constitution de *latifundia* doit d'ailleurs sans doute permettre d'expliquer la présence de la majorité des grandes fermes d'élevage des communes environnantes.

4. Une parcellisation sans occupation effective

Malgré une activité certaine sur le plan notarial, notre région d'étude n'a que peu été occupée jusqu'au début des années 1990. Quelques grandes propriétés d'élevage s'y sont créées, reconnaissables sur la figure 3 à leurs grands défrichements géométriques, ainsi qu'aux réservoirs installés pour permettre au bétail de s'abreuver. La progression du déboisement entre 1985 et 1992 demeure contenue aux abords du massif forestier, qui reste à l'écart des voies de communication créées peu à peu, au Nord jusqu'à Aragonã, au sud jusqu'à Pontão. Cette "apathie agricole", manifeste au vu du maintien de la couverture forestière, ne peut cependant pas être démontrée sur le plan statistique car jusqu'en 1996 la région de Barreira Branca faisait partie de la très grande commune d'Araguaina (9 000 km²) et ne possédait pas d'indicateurs socio-économiques propres.

Or, par contraste avec notre région d'étude, dans le reste de la commune d'Araguaina se développent des activités d'élevage faisant d'elle l'une des capitales de l'embouche en Amazonie. On notera que la concentration foncière s'y réalise avec moins de conflit que ce n'est le cas plus au Nord de l'Etat, dans la région dite du « bec de perroquet », à la confluence entre les fleuves Araguaia et Tocantins. Là-bas en effet, la plupart des terres revendiquées par les grands propriétaires – souvent à partir de titres de propriété frauduleux – se trouvaient habitées par des communautés de paysans traditionnelles, qui s'organiseront pour résister à l'expulsion et conserver le droit à leur terre. Autour d'Araguaina, les grandes propriétés semblent s'être installées dans une région vide d'hommes – hormis une possible présence indigène toujours difficile à évaluer. Le fait que les lotissements ont été réalisés par le gouvernement du Goiás dans les années 1950, soit avant le début de l'exode des paysans du nordeste vers les régions forestière explique peut-être cette situation foncière plus calme.

II 1995, la genèse d'une nouvelle région par la réforme agraire

Au contraire de la situation des décennies antérieures, on voit à partir de 1995 se multiplier les invasions de propriété par des paysans sans terre, et s'initier un processus - paradoxal dans une région dans laquelle il n'y avait que peu de conflits fonciers - de

transformation de la zone Barreira Branca en une véritable région de petits agriculteurs. Parallèlement, on constate une forte progression de la déforestation au sein même du massif (figure 3), signe de la modification des stratégies foncières à l'œuvre dans la zone.

1. La reprise de la réforme agraire

Le retour à la démocratie au Brésil en 1985 a permis aux revendications des paysans sans terre, constantes depuis les années 1960 de parvenir sur le devant de la scène politique, notamment au travers du Mouvement des Sans Terre (MST). La tactique des « invasions », consistant pour les candidats à un lot rural à envahir de grandes propriétés pour obtenir leur expropriation et leur redistribution prend alors une grande ampleur, en particulier en Amazonie. Ce d'autant qu'à partir de 1995, le gouvernement Cardoso déclare vouloir enfin résoudre la question foncière et qu'il suscite une très forte demande en fixant des objectifs ambitieux : entre 50 000 et 100 000 lots doivent être distribués chaque année⁵. Pour obtenir les terres nécessaires à ces installations, il se lance parallèlement dans une grande campagne de réduction des *latifundia* par le biais de nombreuses expropriations, celles-ci touchant en priorité les propriétés envahies. A cause de cet effet d'entraînement, on compte près de 400 invasions en 1996 et 500 en 1997.

Il faut souligner que la multiplication des invasions, notamment sous la présidence de Fernando Henrique Cardoso, est en partie suscitée par les propriétaires eux-mêmes. En effet, la Constitution du Brésil stipule que toute expropriation donne lieu à une indemnisation, non seulement du prix de la terre, mais aussi des investissements effectués par le propriétaire. Ainsi, tous ceux qui possédaient des terrains peu rentables en Amazonie⁶ - parfois acquis grâce à des aides fiscales - trouvent là un moyen intéressant de se défaire d'eux en empochant un important bénéfice, surtout si une entente avec les techniciens de l'INCRA chargés d'évaluer les installations permet de surestimer grandement les investissements réalisés. Un bon exemple des fraudes auxquelles les expropriations ont pu donner lieu est le fait que jusqu'à une date récente, les propriétaires pouvaient également demander une indemnisation pour la valeur de la forêt naturelle - donc ne devant par définition rien à leurs investissements - se trouvant encore dans leur propriété.

2. A qui profitent invasions et expropriations ?

La région de Barreira Branca a connu dès 1996 un processus tout à fait classique d'invasion, notamment dans le cas des propriétés de M.J., qui semble le plus exemplaire. D'après les informations recueillies sur le terrain, le syndicat des travailleurs ruraux d'Aragominas a organisé les opérations (avec un épique trajet en bateau pour contourner l'entrée de la propriété). La proximité, dans cette région, entre cette organisation rurale et l'INCRA⁷ laisse imaginer que ce dernier a plus ou moins été informé des préparatifs⁸ et qu'il a

⁵ En 2002, l'objectif est de 100 000 familles, dont 60 000 installées directement par l'INCRA, 20 000 grâce à des acquisitions de terres financées par la banque de la terre et 20 000 par le programme de lutte contre la pauvreté rurale.

⁶ D'autant moins rentables que depuis 1985, le contrôle des impôts fonciers s'améliore et que les grandes propriétés sont de plus en plus taxées.

⁷ Trois formations politiques encadrent traditionnellement les paysans : le Mouvement des Sans Terre, d'extrême-gauche, généralement farouchement opposé au gouvernement; les émanations de la Commission Pastorale de la Terre, plus modérées mais non moins critiques et les Syndicats des Travailleurs Ruraux. L'alignement de ces derniers dépend beaucoup de l'histoire des conflits fonciers dans la région considérée. Dans les régions de lutte ancienne entre les petits paysans (ou *posseiros*) et les grands propriétaires, les syndicats des travailleurs ruraux ont souvent lutté contre l'INCRA ou le GETAT, accusés de favoriser les « grands ». Dans les régions de colonisation ou dans les régions dépourvues de tradition de lutte (ce qui est notre cas), les syndicats des travailleurs ruraux sont souvent mis en place par l'INCRA lui-même.

laissé faire. La constatation de l'invasion et la demande d'expropriation ne tardent d'ailleurs pas, et l'on peut penser que la question aurait été réglée très rapidement si, au même moment, le gouvernement fédéral ne s'était ému du prix très élevé auquel les propriétés étaient indemnisées par l'INCRA, en particulier dans le Tocantins. Le processus en cours a alors été revu, et l'Institut est entré dans une longue bataille juridique pour réviser le prix demandé par le propriétaire à la baisse - celui-ci tentant alors au moins à deux reprises d'expulser les envahisseurs.

Même si rien n'est prouvé, on peut imaginer que ces événements s'expliquent de la manière suivante : en 1996 le propriétaire de la majorité des terres de la région de Barreira Branca, M.J., souhaite profiter du système de surindemnisation des terres. Il approche alors l'INCRA - la superintendance d'Araguaina étant particulièrement en pointe dans la question des surfacturations - et laisse entendre ou fait savoir au Syndicat des Travailleurs Ruraux qu'il ne s'opposera pas à une invasion. Celle-ci est nécessaire, car l'action de l'INCRA ne peut se déclencher que dans des situations d'urgence. On peut également imaginer que les mouvements fonciers observés peu avant et visant à mettre les derniers lots au propre nom de M.J. étaient également préparatoires à cette opération. La manœuvre échoue devant la reprise en main de l'INCRA-Tocantins, qui se manifeste par l'envoi sur place de quatre procureurs venus du sud du pays pour reprendre les dossiers suspects. De ce fait, le prix proposé à M.J. pour ses terres ne correspond plus à ses espoirs et celui-ci cherche à reprendre la main en expulsant les envahisseurs. Il est cependant trop tard, les nouveaux arrivants se considérant déjà comme chez eux et le processus d'expropriation étant en cours. A la suite d'un procès, le tribunal tranche en 1998 en faveur de l'INCRA, fixant un prix trois fois inférieur à celui demandé.

Tableau 1 : La réforme agraire dans la région d'Araguaina

| Commune | Année | Nombre de familles installées | Surface lotie (hectares) |
|-------------------|-------|-------------------------------|--------------------------|
| ARAGUAÍNA | 1987 | 49 | 1 680 |
| ARAGUAÍNA | 1991 | 190 | 9 681 |
| ARAGUAÍNA | 1992 | 70 | 3 976 |
| ARAGUAÍNA | 1995 | 34 | 1 816 |
| SANTAFÉDOARAGUAIA | 1998 | 132 | 4 509 |
| SANTAFÉDOARAGUAIA | 2000 | 218 | 6 955 |
| MURICILÂNDIA | 1992 | 75 | 5 442 |
| ARAGUANÃ | 1998 | 132 | 3 883 |
| ARAGOMINAS | 1996 | 142 | 5 000 |
| ARAGOMINAS | 1997 | 62 | 3 049 |
| ARAGOMINAS | 1998 | 692 | 29 149 |
| CARMOLÂNDIA | 1999 | 76 | 2 572 |
| TOTAL | | 1 872 | 77 712 |

Plusieurs propriétés de la même région seront envahies par la suite. Aujourd'hui encore, la fazenda São Gabriel est occupée - à l'amiable avec le propriétaire - et doit incessamment être expropriée. Dans certains cas, la négociation a pu être très rapide. Ainsi la fazenda Baviera a été achetée spontanément par l'INCRA, qui a donc pu y développer un projet planifié autour d'une agrovillage. Au total, c'est un bloc de 5 projets de l'INCRA comprenant plus de 800 familles qui est maintenant en place dans la zone Barreira Branca, comme le montre la dernière schéma et la reproduction de l'image satellitale de la figure 4.

⁸ La préparation de l'opération et le rassemblement de quelques centaines de familles dans des régions peu peuplées ne peuvent de toute manière passer inaperçus...

3. Les colons, nouveaux acteurs régionaux

Les colons que nous avons rencontrés lors de notre travail de terrain peuvent se répartir en deux groupes différenciés par le type de lots recherchés. Le premier groupe est constitué de la clientèle classique de l'INCRA. Pluri-migrants, analphabètes en majorité, ils ont exercé de nombreux métiers ruraux pour survivre et souvent pratiqué l'orpaillage dans la fameuse *Serra Pelada*. Ils s'installent en priorité dans les lots encore en forêt, dans lesquels ils mettent en place le seul système agricole qu'ils connaissent, à savoir des cultures de manioc, riz, haricots sur défriche-brûlis. Ils espèrent une stabilité sociale que ne leur permettra sans doute pas leur manque de techniques agricoles appropriées au milieu naturel et leur manque de capital. Le second groupe est constitué de colons ayant une expérience plus urbaine (anciens policiers, mécaniciens, conducteurs de travaux...), qui recherchent en priorité les lots déjà convertis en pâturage. Grâce à quelques économies et aux crédits versés par l'INCRA lors de leur installation, ils espèrent monter des exploitations d'élevage et accéder, au bout du compte, au statut envié de *fazendeiro*. La réalité économique rejoint parfois les colons de chacun des deux groupes. Certains ont déjà revendu leur lot (au profit d'un voisin ou d'un nouvel arrivant), et il paraît douteux qu'ils demeurent présents en masse dans la région, qui pourrait voir un nouveau processus rapide de concentration foncière par regroupement de lots – en théorie strictement interdit par l'INCRA.

La provenance de ces colons est le plus souvent le Maranhão, traditionnel exportateur de paysans sans terre en Amazonie, mais nous avons pu noter une présence importante de jeunes gens dont les parents sont sortis du Maranhão mais qui, eux, sont nés au Tocantins. On peut se demander comment 800 familles ont pu se mobiliser rapidement dans une région dont nous avons affirmé qu'elle ne connaissait que peu de conflits fonciers. En fait, une partie des « envahisseurs » provient de la main d'œuvre journalière employée dans les grandes exploitations, qui a vu là une opportunité d'accéder au statut de propriétaire. Une autre partie provient des urbains qui, bien que déconnectés du monde rural, profitent de la reprise de la réforme agraire pour solliciter un lot et tenter de franchir grâce à leur nouveau statut de possédant un nouvel échelon social.

Tableau 2 : Lotissements de réforme agraire dans la commune d'Aragominas

| Projet | Année | Nombre de familles | Surface (hectares) |
|-----------------|-------|--------------------|--------------------|
| PA BAVIERA | 1996 | 142 | 5 000 |
| PA DOISCORAÇÕES | 1997 | 62 | 3 049 |
| PA REUNIDAS | 1998 | 402 | 17 810 |
| PA MOGNO | 1998 | 132 | 5 131 |
| PA VITÓRIARÉGIA | 1998 | 158 | 6 208 |
| TOTAL | | 896 | 37 198 |

La présence massive des colons dans la commune d'Aragominas (1060 km²), qui passe de 3 500 à 6 200 habitants entre 1996 et 2000, modifie en profondeur la donne politique locale. Représentant désormais une partie significative de l'électorat, ils ont réussi à faire élire quelques représentants au conseil municipal et sont en bonne place pour négocier, avec le maire, des investissements dans les domaines des infrastructures routières ou de l'éducation. Si elles ne semblent pas être marquées par la violence, les relations avec les grands propriétaires qui demeurent nombreux dans la région ne sont pas très bonnes. Par exemple, les propriétaires de la fazenda Malasca, située en bordure de la route asphaltée qui mène de Santa Fé do Araguaia à Aragonã, et traversée par une piste en excellent état refuse que les bus qui relient les projets de colonisation et Araguaína empruntent ce chemin.

4. La protection de l'environnement en échec

Au moment où l'INCRA installait massivement des colons dans la région, le gouvernement de l'Etat du Tocantins proposait aux instances internationales un projet de préservation de Barreira Branca par la création d'une « réserve biologique ». Outre la protection du dernier massif forestier de grande taille dans le Tocantins, cette proposition répondait à des impératifs politiques caractéristiques de la seconde moitié des années 1990. Après la conférence de Rio en effet, et avec l'aide du Programme du G7 pour la Préservation des Forêts Tropicales, les Etats amazoniens ont été priés de réaliser des "zonages" dont l'objectif était de réordonner l'occupation du territoire amazonien et créer un grand nombre de régions protégées. Comme l'a montré l'exemple du Rondônia, il était très clair que l'adoption de ces zonages était une condition importante pour la libération de nouveaux financements internationaux.

Dans le cas du Tocantins, jeune Etat particulièrement actif sur le plan de l'élevage, le nombre de régions protégées avant la mise en place du zonage était très réduite, voire déficitaire, ce qui a entraîné la constitution de plusieurs projets de réserve afin de compenser ce manque et de restaurer son "crédit écologique". Cette démarche effectuée en parallèle à l'action, manifestement contradictoire, de l'INCRA pour lotir la zone, montre tout d'abord une absence de concertation entre les administrations locale et fédérale. Elle montre ensuite le hiatus entre la stratégie de l'Etat du Tocantins et les orientations nationales, ces dernières s'imposant grâce au pouvoir d'expropriation de l'Etat fédéral. L'administration fédérée ne peut aujourd'hui que constater la perte du massif forestier - sans, d'ailleurs, être informée précisément de la situation sur le terrain⁹ - et tente de bricoler une zone protégée autour des implantations de la réforme agraire, comptant pour cela sur des réserves forestières privées, comme celle de la propriété Malasca¹⁰. Comme souvent en Amazonie et malgré de grands effets d'annonce, la protection de l'environnement passe au second plan devant la volonté politique de régler au plus vite les problèmes sociaux.

L'échec est d'autant plus patent que la procédure utilisée par l'INCRA - la régularisation d'invasion - a justifié diverses entorses à la législation environnementale. Sensée résoudre une situation d'urgence, cette procédure autorise à s'affranchir du modèle légal de lotissement (qui suppose une installation planifiée des colons et le gel de 50 % des surfaces sous forme de réserve forestière) pour entériner la situation de fait, chaque colon gérant le lot qu'il s'est lui-même délimité, avec l'obligation théorique, et très peu respectée, d'en maintenir la moitié en forêt. De la même manière, on maintient les colons installés sur les rives du fleuve alors qu'aux termes de la loi cet espace est une zone de protection permanente...

Paradoxalement, c'est sans doute le bon état de la forêt, connue pour être riche en essences précieuses (en particulier du *mogno*), qui a justifié son invasion. Comme souvent, l'implantation des petits agriculteurs a permis à quelques forestiers d'accéder à ces ressources et de les exploiter rapidement en échange de services de base de ravitaillement et d'ouverture de route, voire simplement d'apport en numéraire.

Conclusion

L'étude de la région de Barreira Branca a permis de s'intéresser aux stratégies territoriales observables sur les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne depuis une cinquantaine d'années. On y constate tout d'abord qu'il n'y a pas forcément de corrélation

⁹ Le plan des lotissements de l'INCRA est parvenu au service de planification de l'Etat du Tocantins par notre truchement...

¹⁰ Grande ferme d'élevage proche de Barreira Branca disposant de 30 000 hectares dispose d'une réserve particulièrement bien conservée de 15 000 hectares d'un seul tenant.

entre les mouvements fonciers, qui mènent à l'appropriation de la terre, et l'occupation effective. On remarque ensuite que c'est essentiellement la constitution de grandes propriétés qui motive la conquête de cet espace dans les années 1950-80. Une nouvelle phase débute avec le retour à la démocratie en 1985 et la montée en puissance des revendications des petits paysans pour l'accès à la terre. Dans le Tocantins, c'est dans les années 1990 que de nombreuses invasions ont permis l'implantation massive (relativement à cet espace) de la petite agriculture, même si la corrélation entre « envahisseurs » et « paysan sans terre » n'est pas totale, de nombreux artisans ou commerçants des petites villes proches utilisant le procédé pour obtenir une « ferme de fin de semaine ».

Au cours du processus, se confirme une fois de plus que, malgré l'affichage des gouvernement local et fédéral, les initiatives pour le protection de l'environnement sont toujours laissées au second plan devant les enjeux qui sont liés à la possession d'un domaine foncier (et aux éventuels bénéfices électoraux qui en découlent pour celui qui a favorisé le processus) ou à son aliénation (et aux détournements de fonds qui peuvent éventuellement être liés aux indemnités). Ainsi, dans le cas de Barreira Branca, les administrations qui souhaitaient réaliser une réserve écologique ont-elles été « doublées » par l'INCRA, qui lui-même laissa de côté son code de déontologie écologique pour lotir l'une des dernières zones de forêt de l'Etat du Tocantins.

Le résultat de ces transformations de cet après-front est une fragmentation accrue de l'espace, et la poursuite du processus de déforestation du fait des systèmes agricoles mis en place par les colons. En ce sens, la présente étude confirme des tendances observées par notre équipe dans des points très divers de l'Amazonie brésilienne (Rondônia, Roraima¹¹) : dans les trois cas on note que la « réforme agraire » est le plus souvent menée de manière précipitée, dans un contexte foncier instable où les régions de forêt, le plus souvent propriété de l'Etat, sont les plus faciles à lotir et distribuer, promouvant par là une importante déforestation¹² ; le manque de coordination entre les administrations et la corruption latente dans les affaires foncières renforcent encore cette tendance.

Néanmoins, la conscience écologique s'éveille parmi les colons, de plus en plus conscients que les stratégies traditionnelles ne leur permettront pas de stabiliser leur situation, comme dans les administrations. Bien qu'il faille mieux rester sceptiques devant les effets de mode, tant l'INCRA que l'IBAMA multiplient les annonces de programmes basés sur la promotion de modes d'exploitation durables et de la préservation, au moins en partie, de la couverture forestière. Pour ce faire, ils proposent de nouvelles aides financières ou techniques, mais, au vu du contexte fiscal, on peut douter que le gouvernement soit en mesure de les attribuer réellement. Peut-on attendre des programmes internationaux comme le PPG7 qu'ils financent concrètement ce développement durable ?

Bibliographie

- Bertha K. Becker, *Fronteira Amazônica questões sobre a gestão do território*, éditions de l'UnB, 1990
- Benício V. Schmidt, Danilo N.C. Marinho, Sueli L. Couto Rosa (dirs.), *Os assentamentos da reforma agrária no Brasil*, éditions de l'UnB, 1998
- Cunha Toledo Saler, Maria Regina da, *Espaço e luta no Bico do Papagaio*, USP-LABI-NIME, 2000 (<http://www.imaginario.com.br/artigo/index.shtml>)
- Droulers, Martine, Le Tourneau, François-Michel, 2001, « Colonisation agraire au Roraima : anciennes configurations et nouvelles stratégies », *Annales de Géographie*, n°621, octobre 2001, pp. 550-570.
- José de Sousa Martins, "Reforma agrária, o impossível diálogo sobre a história possível" in *Tempo social*, USP, 1999, pp. 97-128

¹¹ Cf [Droulers, 2001] et [Le Tourneau, 2001]

¹² Une commission parlementaire d'enquête a pu estimer à plus de 50 % la part du déboisement liée à la réforme agraire depuis 1970, cf [Pasquis, 2003].

- Le Tourneau, François Michel, Droulers, Martine, Machado, Luciana, 2001, « Conflits d'usage de l'espace au Rondônia », *Cybergéo*, n°194
- Le Tourneau, François-Michel, 2002, « La représentation du peuplement en pays pionnier : l'Amazonie brésilienne », in *L'espace géographique*, n°2-2002, pp. 145-152.
- Otávio Barros da Silva , *Breve história do Tocantins e de sua gente uma luta secular.*, FIETO, 1996
- Pasquis, Richard (dir), Ferreira Nunes, Brasilmar, Le Tourneau, François Michel, Aparecida de Mello, Neli et Machado, Luciana, 2003, *As Amazônias, um mosaico de visões sobre a região*, document publié par le site www.amazonia.org.br.
- Picard, Jacky, *Amazonie brésilienne : les marchands de rêves : occupations de terre, rapports sociaux et développement*, éditions de l'Harmattan, 1998
- SEPLAN-Tocantins, *Atlas do Tocantins*, 1999